ACADÉMIE
DE BORDEAUX
Liberté
Égalité
Fraternité

DÉCLARATION COMMUNE DE CHOIX D'ALLOCATAIRE EN VUE DE L'ATTRIBUTION DU SFT 2026/2027

DANS LE CAS D'UN COUPLE D'AGENTS PUBLICS OU ORGANISMES FINANCÉS A PLUS DE 50% PAR L'ETAT
(Annexe 1)

Madame, Monsieur (1) :……est désigné(e) pour ouvrir le droit au Supplément Familial de Traitement.

(1) Rayer la mention inutile

SITUATION FAMILIALE	
AGENT	**CONJOINT (OU EX-CONJOINT)**
Nom :…… Prénom :…… Nationalité :…… Date de naissance :…… N° INSEE : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋_⌋ ⌊_⌊_⌋	Nom :…… Prénom : …… Nationalité :…… Date de naissance :…… N° INSEE : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋_⌋ ⌊_⌊_⌋
Adresse :…… …… Code postal :…… Ville :……	Adresse :…… …… Code postal :…… Ville :……

SITUATION PROFESSIONNELLE	
AGENT	**CONJOINT (OU EX-CONJOINT)**
Profession (grade) :…… Nom et adresse de l'employeur : …… …… ……	Profession (grade) :…… Nom et adresse de l'employeur : …… …… ……

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

Je m'engage à signaler tous les changements modifiant la présente déclaration.

Fait à …… , le……

Signature obligatoire de l'agent **Signature obligatoire du conjoint (ou ex-conjoint)**

CACHET DE L'ADMINISTRATION OU ORGANISME DU CONJOINT (OU EX-CONJOINT) QUI ABANDONNE SON DROIT

A faire remplir obligatoirement à l'exception des personnels payés par le Rectorat de Bordeaux ou les DSDEN (DPE, DEPAT, DGEP, DSDEN)

M. / Mme ……
☐ perçoit le SFT depuis le ……
☐ ne perçoit pas le SFT depuis le ……

Fait à ……, le…… **Cachet et Signature**

Mentions légales de la CNIL - Rectorat de l'académie de Bordeaux
Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de votre dossier administratif et financier. Les destinataires des données sont votre service gestionnaire et/ou les services de la DRFIP.
Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant au Rectorat de Bordeaux (service DPE/DEPAT/DGEP, DPASCO) 5 rue Joseph de Carayon Latour- CS 81499- 33060 Bordeaux – cedex. En revanche, s'agissant de traitements de données RH, le droit d'opposition des personnes a été régulièrement écarté par les arrêtés de création des systèmes d'information Agora, EPP public et privé, Agape public et privé en application des dispositions de la loi de 1978.

ACADÉMIE
DE BORDEAUX
Liberté
Égalité
Fraternité

DÉCLARATION COMMUNE DE CHOIX D'ALLOCATAIRE EN VUE DE L'ATTRIBUTION DU SFT 2026/2027
DANS LE CAS D'UN COUPLE D'AGENTS PUBLICS OU ORGANISMES FINANCÉS A PLUS DE 50% PAR L'ETAT
GARDE ALTERNEE (Annexe 2)

SITUATION FAMILIALE	
AGENT	**EX-CONJOINT**
Nom :…… Prénom :…… Nationalité :…… Date de naissance :…… N° INSEE : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌋	Nom :…… Prénom : …… Nationalité :…… Date de naissance :…… N° INSEE : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌋
Adresse :…… …… Code postal :…… Ville :……	Adresse :…… …… Code postal :…… Ville :……

SITUATION PROFESSIONNELLE	
AGENT	**EX-CONJOINT**
Profession (grade) :…… Nom et adresse de l'employeur : …… …… ……	Profession (grade) :…… Nom et adresse de l'employeur : …… …… ……

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

Je m'engage à signaler tous les changements modifiant la présente déclaration.
Déclare la mise en place d'une garde alternée à compter du ……

Fait à …… , le……

Signature obligatoire de l'agent **Signature obligatoire de l'ex-conjoint**

CACHET DE L'ADMINISTRATION OU ORGANISME DE l'EX-CONJOINT)
A faire remplir obligatoirement à l'exception des personnels payés par le Rectorat de Bordeaux ou les DSDEN (DPE, DEPAT, DGEP, DSDEN, DPASCO)

M. / Mme ……
Perçoit ou percevra le SFT au titre de la garde alternée.

Fait à ……, le…… **Cachet et Signature**

Mentions légales de la CNIL - Rectorat de l'académie de Bordeaux
Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de votre dossier administratif et financier. Les destinataires des données sont votre service gestionnaire et/ou les services de la DRFIP.
Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant au Rectorat de Bordeaux (service DPE/DEPAT/DGEP, DPASCO) 5 rue Joseph de Carayon Latour- CS 81499- 33060 Bordeaux – cedex. En revanche, s'agissant de traitements de données RH, le droit d'opposition des personnes a été régulièrement écarté par les arrêtés de création des systèmes d'information Agora, EPP public et privé, Agape public et privé en application des dispositions de la loi de 1978.

ACADÉMIE
DE BORDEAUX
Liberté
Égalité
Fraternité

SITUATION DE VOTRE CONJOINT(E) OU EX CONJOINT(E) 2026/2027
EXERCANT UNE PROFESSION RELEVANT DU SECTEUR PRIVE ou SANS EMPLOI (Annexe 3)

Attestation sur l'honneur

Je soussigné(e), Madame, Monsieur :

NOM :……

PRÉNOM : ……

N°INSEE : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌋

GRADE : …… DISCIPLINE (enseignant 2d°):……

NOM DE L'ETABLISSEMENT D'AFFECTATION :……

Déclare que mon conjoint (e) ou ex conjoint (e) ……exerce une profession relevant du secteur privé ou est sans emploi depuis le ……

(rayer les mentions inutiles)

Je m'engage sur l'honneur à signaler sans délai tout changement modifiant la présente déclaration.

Fait à ……., le……

Signature

Mentions légales de la CNIL - Rectorat de l'académie de Bordeaux
Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de votre dossier administratif et financier. Les destinataires des données sont votre service gestionnaire et/ou les services de la DRFIP.
Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant au Rectorat de Bordeaux (service DPE/DEPAT/DGEP/DPASCO) 5 rue Joseph de Carayon Latour- CS 81499- 33060 Bordeaux – cedex. En revanche, s'agissant de traitements de données RH, le droit d'opposition des personnes a été régulièrement écarté par les arrêtés de création des systèmes d'information Agora, EPP public et privé, Agape public et privé en application des dispositions de la loi de 1978.

ACADÉMIE
DE BORDEAUX
Liberté
Égalité
Fraternité

CESSION DU SFT A L'EX-CONJOINT(E) N'APPARTENANT PAS A LA FONCTION PUBLIQUE 2026/2027
(Annexe 4)

Je soussigné(e)……demande que le supplément familial de traitement soit versé à mon ex-conjoint(e).

1 - Identification de l'agent

NOM :……

PRÉNOM : ……

N°INSEE : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌋

GRADE : …… DISCIPLINE (enseignant 2d°):……

NOM DE L'ETABLISSEMENT D'AFFECTATION :……

2 – Identification de l'ex conjoint(e) ayant la charge des enfants

NOM :……

PRÉNOM : ……

N°INSEE : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌋

PROFESSION : ……

ADRESSE: ……

TÉLÉPHONE : ……

- ⇨ **Joindre le relevé d'identité bancaire** (format BIC IBAN) de l'ex conjoint(e) à qui le SFT doit être reversé.
- ⇨ **Joindre un justificatif de domicile récent** de l'ex conjoint(e) à qui le SFT doit être reversé.
  Tout changement d'adresse doit immédiatement être porté à la connaissance de votre service gestionnaire.

Concernant le ou les enfants à la charge de l'ex conjoint(e) suivant(s) :

NOM et PRÉNOM	Date de naissance

Fait à ……, le……

Signature

Mentions légales de la CNIL - Rectorat de l'académie de Bordeaux
Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de votre dossier administratif et financier. Les destinataires des données sont votre service gestionnaire et/ou les services de la DRFIP.
Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant au Rectorat de Bordeaux (service DPE/DEPAT/DGEP/DPASCO) 5 rue Joseph de Carayon Latour- CS 81499- 33060 Bordeaux – cedex. En revanche, s'agissant de traitements de données RH, le droit d'opposition des personnes a été régulièrement écarté par les arrêtés de création des systèmes d'information Agora, EPP public et privé, Agape public et privé en application des dispositions de la loi de 1978.

ACADÉMIE
DE BORDEAUX
Liberté
Égalité
Fraternité

DEMANDE DE COMPLÉMENT DE SFT AU RECTORAT OU DSDEN **2026/2027**
DANS LE CAS D'UN COUPLE SÉPARÉ D'AGENTS PUBLICS (Annexe 5)

Je soussigné(e)……**demande à recevoir le complément de supplément familial de traitement par l'administration de mon ex-conjoint(e)** (Rectorat ou DSDEN).

1 - Identification de l'agent public (qui n'a pas la garde des enfants et qui est rémunéré par le Rectorat / DSDEN)

NOM :……

PRÉNOM : ……

N°INSEE : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌋

GRADE : …… DISCIPLINE (enseignant 2d°):……

NOM DE L'ETABLISSEMENT D'AFFECTATION :……

2 – Identification de l'ex conjoint(e) (qui a la garde des enfants et demande à recevoir le complément de SFT)

NOM :……

PRÉNOM : ……

N°INSEE : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌋

⇨ INDICE DE RÉMUNÉRATION MAJORÉ (INM) :…… **Joindre une copie de bulletin de salaire de moins de 6 mois**

PROFESSION : ……

ADRESSE : ……

TÉLÉPHONE : ……

NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR : ……
……

Pour les personnels de l'éducation nationale :

GRADE : …… DISCIPLINE (enseignant 2d°):……

NOM DE L'ETABLISSEMENT D'AFFECTATION :……

Concernant le ou les enfants à la charge suivant(s) :

NOM et PRÉNOM	Date de naissance

Fait à ……, le……

Signature

Mentions légales de la CNIL - Rectorat de l'académie de Bordeaux
Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de votre dossier administratif et financier. Les destinataires des données sont votre service gestionnaire et/ou les services de la DRFIP.
Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant au Rectorat de Bordeaux (service DPE/DEPAT/DGEP/DPASCO) 5 rue Joseph de Carayon Latour- CS 81499- 33060 Bordeaux – cedex. En revanche, s'agissant de traitements de données RH, le droit d'opposition des personnes a été régulièrement écarté par les arrêtés de création des systèmes d'information Agora, EPP public et privé, Agape public et privé en application des dispositions de la loi de 1978.

ACADÉMIE
DE BORDEAUX
Liberté
Égalité

SITUATION DES ENFANTS A CHARGE AGÉS DE 16 ANS A 20 ANS 2026/2027

REMPLIR UNE FICHE PAR ENFANT DE PLUS DE 16 ANS (Annexe 6)

De 16 à 20 ans, l'enfant est considéré comme à charge s'il ne perçoit pas une rémunération nette supérieure à 55% du SMIC brut, une allocation de son propre chef (ALS ou APL) ou s'il ne vit pas en couple (mariage, pacs, concubinage).

1 - Identification de l'agent

NOM :……

PRÉNOM : ……

N°INSEE : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌋

GRADE : …… DISCIPLINE (enseignant 2d°):……

NOM DE L'ETABLISSEMENT D'AFFECTATION :……

2 - Renseignement relatif à l'enfant à charge

NOM : …… PRÉNOM : ……

NÉ(E) LE : ……

3 - Situation de l'enfant à charge : (cocher la case correspondant à la situation)

- ☐ Poursuivant ses études **(Rappel : cet enfant ne doit pas bénéficier d'aide au logement (APL ou ALS))** → **Joindre un certificat de scolarité.**
- ☐ Placé en apprentissage → Joindre une copie du contrat d'apprentissage.
- ☐ En stage de formation professionnelle → Joindre une attestation de l'organisme responsable du stage de formation professionnelle indiquant la durée, le type et la rémunération.
- ☐ Infirme, handicapé ou atteint d'une maladie chronique → Joindre une attestation indiquant que cet enfant ouvre droit à l'allocation d'éducation spéciale ou un certificat médical attestant l'état de santé de votre enfant.
- ☐ Enfant n'entrant pas dans l'une des catégories énumérées, ci-dessus, et âgé de moins de 20 ans → Joindre une attestation justifiant de sa situation.
- ☐ Enfant vivant en concubinage ou marié ou ayant conclu un pacte civil de solidarité.
  Cet enfant n'est plus considéré comme étant à votre charge au sens du Code de la sécurité sociale.

Je soussigné(e), Nom ……Prénom ……atteste sur l'honneur que mon enfant : Nom ……Prénom ……
Né(e) le…… dont j'assure la charge de manière permanente n'exerce aucune activité professionnelle.

A NOTER : Une activité professionnelle réduite n'est pas incompatible avec le maintien du SFT dès lors que la rémunération mensuelle n'excède pas 55% du SMIC mais **vous devez fournir les bulletins de salaire de votre enfant ou avis de paiement Pôle emploi**, selon le cas.

Je certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce document sont exacts. Je m'engage à faire connaître immédiatement tout changement dans la situation de mon enfant décrite ci-dessus.

Fait à ……, le……

Signature

Mentions légales de la CNIL - Rectorat de l'académie de Bordeaux
Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de votre dossier administratif et financier. Les destinataires des données sont votre service gestionnaire et/ou les services de la DRFIP.
Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant au Rectorat de Bordeaux (service DPE/DEPAT/DGEP/DPASCO) 5 rue Joseph de Carayon Latour- CS 81499- 33060 Bordeaux – cedex. En revanche, s'agissant de traitements de données RH, le droit d'opposition des personnes a été régulièrement écarté par les arrêtés de création des systèmes d'information Agora, EPP public et privé, Agape public et privé en application des dispositions de la loi de 1978.